

Date :
N° de version du document : 1

Caractère du document :

Public ☒
Interne ☐
confidentiel ☐
ne pas diffuser sans autorisation ☐
autre ☐

Ecole de Santé Publique

Dispositions facultaires adoptées par le Conseil académique du 29 septembre 2021

Conformément au point g) des dispositions liminaires du Règlement général des études 2021-2022, adopté par le Conseil académique du 21 juin 2021, les facultés peuvent définir des dispositions complémentaires au présent règlement, lesquelles précisent exclusivement les articles 54, 86, 87, 90, 93, 94 et 101 de ce règlement.

Art. 54 : Le mémoire, travail, dossier ou projet personnel de fin d'études fait partie des épreuves d'évaluation du deuxième cycle et intervient pour une part importante dans l'évaluation de l'étudiant.

Ce travail ainsi que son évaluation peuvent porter sur toute activité d'apprentissage, y compris les stages et autres activités d'intégration professionnelle permettant de mettre en évidence notamment l'autonomie, le sens critique, les qualités personnelles et les compétences professionnelles de l'étudiant. Ce travail consiste, entre autres, en la rédaction d'un document écrit. Avec l'accord du jury et des autorités académiques, celui-ci peut être rédigé en tout ou en partie dans une langue étrangère.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Pour le master en sciences de la santé publique

Le mémoire — également appelé travail de fin d'études — est un travail écrit et personnel destiné à éclairer les responsables d'enseignement sur les capacités de l'étudiant à faire usage de façon synthétique et opérationnelle des connaissances, savoir faire et savoir être, développés au cours des études. Le travail traite d'un problème spécifique de santé publique en rapport avec les enseignements dispensés à l'Ecole de Santé Publique, en l'abordant selon une démarche scientifique.

Le guide du mémoire ainsi que les modalités d'évaluation sont disponibles sur le portail MONULB et dans la fiche UE.

Pour le master de spécialisation en médecine du travail

Le « mémoire de fin d'études » est un travail personnel destiné à éclairer les responsables d'enseignement sur les capacités de l'étudiant à faire usage de façon synthétique et opérationnelle des connaissances, savoir faire et savoir être, développés au cours des études. Ce travail traite d'un problème spécifique de médecine du travail en rapport avec les enseignements suivis par l'étudiant, en l'abordant selon une démarche scientifique. Cette démarche amène l'étudiant à identifier et mettre en œuvre les étapes méthodologiques de la recherche et à communiquer sous forme écrite et orale la démarche suivie.

Le guide du mémoire ainsi que les modalités d'évaluation sont disponibles sur le portail MONULB.

Pour le master de spécialisation : Specialized Master in Public Health Methodology :

Le mémoire — également appelé « Thesis » — comprend un travail écrit, accompagné d'une présentation orale, et destiné à éclairer les responsables de l'enseignement sur les capacités de l'étudiant à faire un usage intégré et opérationnel de ses connaissances, savoir faire et savoir être, développés au cours des études, notamment en Biostatistique et Epidémiologie. Le travail traite, à partir d'une base de données fournie à l'étudiant, d'une question de recherche en rapport avec les enseignements dispensés dans le cadre du Master de spécialisation *in Public Health Methodology*. Cette démarche amène l'étudiant à identifier et mettre en œuvre les étapes méthodologiques de la recherche dans ce domaine, et à communiquer sous forme écrite et orale la démarche suivie, les résultats, leur interprétation et mise en perspective. En complément, il est demandé à l'étudiant, d'une part d'écrire un court essai critique à partir d'un article épidémiologique, et d'autre part, de rédiger un protocole d'étude sur un thème donné. Les trois évaluations ainsi réalisées constituent la note de l'Unité d'Enseignement « Thesis »

Art. 86 : Comme précisé à l'article 44, le jury fixe la durée de la prolongation de la période d'évaluations et les unités d'enseignement concernées. Il appartient à chaque faculté de définir les modalités et les dates limites relatives à cette prolongation de la période d'évaluations. Elles seront arrêtées dans les dispositions spécifiques complémentaires.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

☞ Si la session ouverte est accordée en 1^{ère} session, la période d'évaluation d'un étudiant peut être prolongée au plus tard jusqu'au 10 août.

☞ Si la session ouverte est accordée en 2^{ème} session, la période d'évaluation d'un étudiant peut être prolongée au plus tard jusqu'au 15 octobre.

Art. 87 : Lorsqu'un étudiant est empêché de prendre part à une épreuve ou partie d'épreuves, il peut envoyer un certificat médical ou tout autre document officiel justifiant son absence selon les modalités définies par la faculté. Toutefois, l'envoi d'un certificat médical ou de tout autre document officiel justificatif d'absence ne peut être considéré comme une raison suffisante donnant droit automatiquement à une remise d'épreuves à une date ultérieure au cours de la même période d'évaluations.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Tout document (certificats médicaux, autres, ...) justifiant de l'absence à un examen doit être transmis au secrétariat de l'Ecole au plus tard trois jours ouvrables après la date de l'examen.

Le justificatif sera laissé à la discrétion du jury.

Art.90 : En cas de non-respect de ces dispositions, l'étudiant peut saisir l'instance facultaire, laquelle est précisée dans les dispositions spécifiques complémentaires.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

En cas de non respect de ces dispositions, l'étudiant pourra saisir la commission de recours de l'Ecole, telle que définie à l'article 73 du présent règlement.

Art. 93 : La réussite du cycle est attribuée sans mention si la moyenne est supérieure ou égale au seuil de réussite de 10/20 et inférieure à 12/20. A partir et au-dessus d'une moyenne de cycle de 12/20, la réussite du cycle peut être accompagnée d'une des mentions suivantes : « avec satisfaction » (à partir de 12/20), « avec distinction » (à partir de 14/20), « avec grande distinction » (à partir de 16/20) ou « avec la plus grande distinction » (à partir de 18/20).

Cependant les modalités précises d'attribution des mentions sont précisées dans les dispositions spécifiques complémentaires de la faculté.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

Les Jurys sont souverains et appliquent une certaine jurisprudence.

Art. 94 : En cas de non disponibilité d'une note lors de la délibération, l'évaluation peut être neutralisée par le jury. La façon de neutraliser cette dernière est précisée dans les dispositions spécifiques complémentaires.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

En cas de non disponibilité d'une note lors de la délibération, le Jury neutralise la note et la remplace par la moyenne pondérée des résultats de l'étudiant.

Art. 101: Tout recours doit être dûment motivé, par écrit, et envoyé selon les dispositions spécifiques complémentaires en cours dans la faculté concernée, soit auprès du président de jury, soit directement auprès de la commission de recours qui en examinent préalablement la recevabilité.

Si le recours est déclaré irrecevable, le président de jury, ou le président de la commission de recours en informe l'étudiant par écrit. En cas de recevabilité et lorsque le recours lui est adressé, le président de jury saisit la commission de recours.

La commission de recours est désignée annuellement par le jury de faculté en son sein ; elle est composée d'au moins trois membres effectifs et trois membres suppléants.

Dans les 4 jours ouvrables suivant le dépôt du recours, la commission de recours rassemble et examine les arguments écrits des parties et statue, à la majorité simple. S'il est jugé fondé, le recours est ensuite déféré au jury, lequel arrête, le cas échéant, les mesures nécessaires. Les membres du jury faisant l'objet du recours se retirent au moment où celui-ci est mis en délibéré. Les décisions de la commission de recours et du jury sont motivées. Elles sont notifiées par écrit au plaignant.

Dispositions complémentaires de l'Ecole de Santé Publique

La plainte de celui-ci doit être dûment motivée, par écrit et envoyée, auprès de la commission de recours (presidence.esp@ulb.be) afin que celle-ci en examine la recevabilité.